



Le rapport de Graphika: soft power et guerre de 4e génération contre l'Algérie

Par [Ahmed Bensaada](#)

Mondialisation.ca, 24 août 2021

ahmedbensaada.com

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Science et médecine](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Contrairement au *hard power* qui est basé sur la force coercitive classique, le *soft power* utilise l'attraction positive et la persuasion pour atteindre des objectifs de politique étrangère. Il s'agit donc d'une capacité d'influence susceptible d'imposer, en douceur, un comportement ou une façon de penser identiques ou similaires à celles de celui qui utilise cette technique. Son succès repose donc sur l'impression de ne pas y avoir été contraint. Ainsi, le *soft power* n'atteint ses objectifs que s'il n'est pas perçu comme de la manipulation ou de la propagande.

Selon son concepteur, le très influent [Joseph Nye](#), le *soft power* est soutenu par trois piliers : les valeurs politiques, la culture et la politique étrangère. Commentant cette théorie, le professeur G. John Ikenberry [donne les précisions suivantes](#) dans la célèbre revue *Foreign Affairs*:

« *Les États-Unis peuvent dominer les autres, mais ils ont également excellé dans la projection du soft power, avec l'aide de leurs entreprises, fondations, universités, églises et autres institutions de la société civile; la culture, les idéaux et les valeurs des États-Unis ont été extrêmement importants pour aider Washington à attirer des partenaires et des partisans* ».

L'exportation de la démocratie, qui est un champ établi et prépondérant de la politique étrangère américaine, utilise évidemment le *soft power*. Dans son article traitant du *soft power* américain dans les révolutions colorées, l'anthropologue [Boris Pétric mentionne](#) que des « *ONG américaines sont les principaux acteurs de cette promotion de la démocratie, des droits de l'homme et de la liberté [...]* ».

Cette relation entre les ONG et le *soft power* est très bien explicitée par Susan Liautaud dans son article « [Soft Power of NGOs: Hard Responsibility, Hard Strategy, and Hard Accountability](#) » dans lequel elle note que « *les ONG et les autres acteurs du secteur à but non lucratif sont tenus d'utiliser le soft power de façon responsable et de rendre compte des conséquences induites par cette utilisation* »

[Il a été aussi montré](#) que ces mêmes ONG américaines, étatiques ou non, ont joué le même rôle dans ce qui est abusivement appelé le « printemps » arabe. La printanisation de certains pays arabes ciblés à l'aide du *soft power* américain a été réalisé par l'intermédiaire de la formation et du réseautage de cyberactivistes « autochtones », c'est-à-dire provenant

des pays visés. Ces révoltes qui ont été présentées et vendues comme une « belle saison » se sont avérées n'être que des « *regime change* » accompagnés de chaos, de destruction et de désolation.

Une décennie plus tard, [ces ONG sont encore actives](#), tout particulièrement dans le Hirak algérien.

Tel que noté par [Albert A. Nofi](#), le *soft power* est une des ressources sur lesquelles s'appuient la guerre de 4^e génération (G4G), cette guerre moderne qui, d'après [François-Bernard Huyghe](#), « *correspondrait à la révolution de l'information* » tout en précisant qu'elle « *mobiliserait des populations entières en un antagonisme gagnant tous les domaines politique, économique, social, culturel* ».

En ce qui concerne l'utilisation militaire de l'information, [Christina M. Knopf et Eric J. Ziegelmayer](#) nous expliquent que : « *l'information est un produit qui se prête à l'arsenalisation et l'environnement informationnel est devenu vital pour le succès des opérations militaires. Le domaine de l'information, l'Internet en particulier, est aujourd'hui un terrain crucial à saisir pour exercer une influence économique et diplomatique dominante. C'est la raison pour laquelle les États-Unis ont officiellement incorporé à leur doctrine [...] la « guerre des communications »* ».

Cette « arsenalisation » de l'information a été rendue efficace grâce à l'essor fulgurant de l'Internet et des médias sociaux. À ce sujet, [Waseem Ahmad Qureshi](#) donne quelques précisions :

« *Les progrès technologiques actuels (accès plus facile aux blogs médiatiques et à Internet) rendent la propagande et la manipulation des faits plus facilement accessibles tout en élargissant les conséquences des opérations de guerre de l'information en provoquant des effets dommageables massifs* »

La recherche qui sera exposée dans cet article montre de manière explicite que l'Algérie fait actuellement l'objet d'une G4G qui a profité des remous du Hirak pour se déployer insidieusement.

Hirak, *soft power* et guerre de 4^e génération

Un [livre](#) et de très [nombreux articles](#) ont été consacrés au rôle des organismes américains d'exportation de la démocratie et leurs relations avec le Hirak et ses « ténors ». Cet aspect du *soft power* ne sera pas traité dans ce travail, mais les lecteurs intéressés sont invités à consulter les liens suggérés.

Il faut cependant préciser que le *soft power* utilisé dans les G4G possède d'autres techniques aussi efficaces les unes que les autres.

Il a été fait mention d'une de ces techniques dans [un de mes articles](#) datant de décembre 2019. Il s'agit de mandater un universitaire crédible pour écrire, dans une revue crédible, un texte complètement fallacieux afin de suggérer un comportement donné et le présenter comme étant juste et approprié alors que, dans la réalité, il est complètement déraisonnable. Un exemple typique est celui du professeur Robert Zaretsky, professeur

d'histoire de France à l'université de Houston qui s'est fait remarquer par un texte abracadabrant dans Foreign Affairs. En effet, le 26 novembre 2019, c'est-à-dire à peine deux semaines avant l'élection présidentielle algérienne, le professeur écrivait: « [An Election's Failure Will Be a Democratic Success](#) » (L'échec de l'élection sera un succès démocratique).

Hallucinant! D'après ce professeur vivant dans un pays supposé être démocratique « ne pas voter est un acte démocratique »! Mais quel genre de démocratie désire exporter ce professeur loufoque?

L'histoire retiendra néanmoins l'odieuse campagne d'intimidation des électeurs lors de ce scrutin, ignominie qui a dû tellement faire plaisir à M. Zaretsky, certainement commandité pour nuire à l'Algérie.

Plus récemment, c'est dans un petit encadré [publié par le journal français Le Figaro](#) en date du 31 juillet 2021 qu'apparut une nouvelle technique encore plus insidieuse que celle de notre professeur de Houston. Celle-ci est destinée à persuader le public que l'État algérien utilise des cybermanipulations malhonnêtes « *pour défendre les intérêts du président algérien* », tout en parrainant des « *campagnes de harcèlement* » contre des opposants politiques.

Le Figaro précise que ces informations proviennent d'un rapport élaboré par une société américaine nommée Graphika, « *spécialisée dans les nouvelles technologies et l'analyse des réseaux sociaux* ». Personne n'est dupe. Cette mention cherche évidemment à donner de la crédibilité à cette compagnie et, par conséquent, conférer de la véracité à son rapport.

Encore un organisme américain qui s'attaque à l'État algérien en général et aux institutions présidentielle et militaire en particulier! Décidément, ils ne lâcheront jamais ces Américains!

Mais qui est donc Graphika? Qui est derrière ce joli nom, quels sont ses champs d'intérêts et qui la finance?

Contrairement à Émilien Hertement, le journaliste du Figaro qui a bêtement rapporté la nouvelle, nous allons nous intéresser, dans un premier temps, à cette société pour comprendre ses motivations et nous enquêter de son sérieux. Ensuite, nous étudierons en détail son rapport cité par Le Figaro.

Graphika et ses connexions sulfureuses

D'après les informations [figurant sur son site officiel](#), Graphika est « *une société d'analyse de réseau, fondée en 2013 par le Dr. John Kelly qui a étudié, dans sa thèse, l'essor fulgurant des conversations sur Internet en utilisant l'analyse de réseau des relations entre les auteurs en ligne, et pas seulement le contenu de leurs messages* ».

Toujours selon son site, Graphika est financé par la DARPA, la « Minerva Initiative », l'« US Senate Select Committee on Intelligence » et la « Knight Foundation ».

Grants & Public Institutions

Graphika partners with leading research institutions to advance our capabilities while informing public discourse on the flow of influence and information within large-scale social networks.



DARPA est l'acronyme de la « Defense Advanced Research Projects Agency » (Agence pour les projets de recherche avancée de défense) qui est une agence du ministère de la Défense des États-Unis chargée de la recherche et du développement des nouvelles technologies destinées à l'usage militaire.

La « Minerva Initiative » est une initiative de recherche universitaire en sciences sociales parrainée par le ministère de la Défense des États-Unis axée sur des domaines d'importance stratégique pour la politique de sécurité nationale des États-Unis. Lancée en 2008 par Robert Gates, le secrétaire à la Défense de l'époque, [elle a pour objectif](#) d'améliorer la compréhension de base du ministère de la Défense en ce qui concerne les forces sociales, culturelles, comportementales et politiques qui façonnent les régions du monde d'importance stratégique pour les États-Unis. Dès le début, [le programme s'est focalisé](#), entre autres, sur les recherches universitaires traitant de la Chine, de l'Irak, du terrorisme et de [l'islam radical](#). À son lancement, [le projet a reçu 50 millions de dollars](#) du ministère de la Défense des États-Unis pour financer ces recherches.

[Les subventions de recherche](#) sont supervisées par des gestionnaires de programme affiliés à deux organisations militaires de recherche fondamentale : le Bureau de la recherche scientifique de l'Armée de l'air (AFOSR) et le Bureau de la recherche navale (ONR).



L'«[US Senate Select Committee on Intelligence](#)» (SSCI) est un comité créé par le Sénat américain en 1976 pour superviser et faire des études continues sur les activités et programmes de renseignement du gouvernement des États-Unis.

La «[Knight Foundation](#)» se présente comme une fondation nationale américaine qui investit dans le journalisme et les arts et dont l'objectif est de favoriser des communautés informées et engagées qu'elle croit essentielles à une démocratie saine. Cette fondation collabore cependant activement avec l'[Open Society](#) de George Soros, la [National Endowment for Democracy](#), [Freedom House](#) et l'[USAID](#).

Ces quatre organisations forment la colonne vertébrale du dispositif américain pour l'exportation de la démocratie dont il a été question précédemment.

Et ce n'est pas tout. Graphika [déclare être associé](#) avec des groupes de défense des Droits de l'homme du monde entier « *pour surveiller les menaces numériques ciblant les utilisateurs vulnérables* ».

Graphika

Human Rights

Human Rights

Human Rights Groups around the world partner with our team to monitor digital threats targeting vulnerable users.

HUMAN RIGHTS WATCH

THE SYRIA CAMPAIGN

Amnesty International

En fait, il s'agit de Human Rights Watch (HRW), Amnesty International (AI) et « The Syria Campaign ». Il est de notoriété publique que les deux premières organisations (HRW et AI) sont largement [financées par l'Open Society](#). Et il ne faut surtout pas oublier qu'[elles ont été toutes deux](#) (avec d'autres entités droitdelhommistes) derrière [la résolution du Parlement européen contre l'Algérie](#), juste quelques jours après le référendum sur la nouvelle Constitution algérienne. Drôle de coïncidence, n'est-ce pas? Comme la coïncidence de l'article de notre pitoyable professeur Zaretsky, un an plus tôt.

L'association de Graphika avec « The Syria campaign » est très révélatrice du rôle de désinformation, de propagande et d'étroite collaboration de cette société avec les gouvernements américains et britanniques.

« The Syria campaign » qui se dit « [organisation à but non lucratif enregistrée au Royaume-Uni](#) » est étroitement lié aux « White Helmets » (casques blancs), organisme de protection civile syrien qui a défrayé la chronique en 2016 ([lire mon article](#) sur ce sujet, rédigé à l'époque).

En fait, ces « secouristes » présentés comme des héros en occident, sont financés par l'USAID (United States Agency for International Development), le plus important des organismes américains d'« exportation » de la démocratie. [Un document de l'USAID](#) datant de 2018 précise qu'une subvention de 6,25 millions de dollars a été octroyée aux « White Helmets », en plus des 33 millions de dollars qui leur ont été versés depuis 2013. Ces « casques blancs » ont aussi été [très largement financés](#) par la Grande-Bretagne via le « Foreign and Commonwealth Office ». En date du 31 mars 2018, le montant total du financement que le gouvernement britannique leur a fourni s'élevait à 38 425 591,23 £. Ce qui fit dire à Julie Hyland, journaliste et militante britannique :



« Financés par le « Conflict, Stability and Security Fund » du gouvernement britannique et le programme USAID du gouvernement américain, ils [les « White Helmets »] font partie d'un réseau de forces djihadistes soutenues par l'Occident pour organiser un changement de régime».



The White Helmets: The greatest scandal to hit Syria

Cliquez sur l'image pour visionner la vidéo

Selon [Vanessa Beeley](#), journaliste indépendante qui a beaucoup travaillé sur le terrain en Syrie et dans de nombreux autres pays de la région, les « White Helmets » « étaient liés financièrement à Londres et à Washington (entre autres), principaux belligérants occidentaux sans mandat en Syrie [...] et que des membres des Casques blancs entretenaient des liens avec des groupes djihadistes rebelles, tels que Fatah Al-Cham, résultat de la fusion d'Al-Nosra et de Ahrar Al-Cham ».

Le mythe des « casques blancs » a été démolé par un grand nombre de journalistes et chercheurs de renom dont [Eva Bartlett](#), [John Pilger](#), [Gareth Porter](#), [Phillip Girdali](#), [Craig Murray](#) et l'ancien inspecteur des armements de l'ONU [Scott Ritter](#).

Graphika et ses figures publiques

Parmi les figures publiques de Graphika, on retrouve les noms de l'anglais [Ben Nimmo](#) (directeur des recherches) et de la française [Camille François](#) (directrice de l'innovation).



Ben Nimmo [a rejoint Graphika](#) en 2019, pourtant, rien ne le prédestinait à ce poste. Son parcours singulier a été décrit dans [un article détaillé du New York Times](#) (NYT).

En effet, il a étudié la littérature à l'Université de Cambridge, a travaillé comme instructeur de plongée sous-marine en Égypte, ainsi qu'écrivain et journaliste de voyage en Europe. En 2011, il a été recruté par l'OTAN comme attaché de presse principal sur la Russie et l'Ukraine jusqu'en 2014. Ensuite, il est devenu chercheur indépendant et a commencé à travailler sur la Russie sous contrat pour des think tanks pro-démocratie comme l'« Institute for Statecraft » qui pilote un projet financé par le « Foreign and Commonwealth Office » nommé « The integrity initiative ». Créé en 2015, [ce programme avait pour objectifs](#) de contrer et sensibiliser à la désinformation provenant de pays comme la Russie et la Chine ainsi que de groupes extrémistes comme Daech. Comme par hasard, il s'agit de pays et ou organismes ciblés aussi par la « Minerva Initiative ».

Au cours de la campagne électorale américaine de 2016, M. Nimmo a collaboré avec l'Atlantic Council, le think tank non officiel de l'OTAN.

Pour se faire une idée de l'importance de ce « groupe de réflexion », il n'y a qu'à consulter l'impressionnante liste des membres de son Conseil d'administration. On y trouve, entre autres, Henry Kissinger, Joseph Nye (le concepteur du *soft power*), le général David H. Petraeus (commandant de la coalition militaire sous Bush fils et chef des troupes de l'OTAN ainsi que Directeur de la CIA sous Obama), Stephen Hadley (conseiller à la sécurité nationale de Bush fils), Robert Gates (cité précédemment – Directeur de la CIA sous Bush père et Secrétaire à la défense sous Bush fils et Obama). On y trouve aussi James Baker, Léon Panetta, Colin Powell, James Woosley, Peter Ackerman et j'en passe car la liste donne le tournis (le lecteur est invité à consulter ces pages pour plus de détails: [lien 1](#) et [lien 2](#)). Pour la petite histoire, James Woosley a été directeur de la CIA sous Bill Clinton et [a dirigé Freedom House](#) . De son côté, [Peter Ackerman a aidé](#) à la création de l'Albert Einstein Institution dirigé par son professeur, l'illustre Gene Sharp, le théoricien de la « lutte non-violente » qui [a été utilisée dans les révolutions colorées et le « printemps » arabe](#). Sa théorie a été développée dans de nombreux livres et tout particulièrement dans « De la dictature à la démocratie », ouvrage qui est devenu le livre de chevet de tous les révolutionnaires en herbe à travers le monde.

Revenons maintenant à Ben Nimmo. Il a aidé à fonder le Digital Forensic Research Lab

(DFRLab) de l'Atlantic Council, un groupe basé à Washington qui étudie la désinformation en ligne.

En 2018, [Facebook a annoncé](#) un partenariat avec DFRLab pour « [identifier, exposer et expliquer la désinformation lors des élections dans le monde](#) », accordant à l'Atlantic Council et à Nimmo l'accès aux données privées de milliards d'utilisateurs de Facebook.

Why We're Partnering With Facebook on Election Integrity

Working together to ensure tools designed to bring us closer together, don't drive us further apart



@DFRLab Follow

May 17, 2018 · 6 min read



Facebook a fait de lui et du laboratoire les premiers étrangers autorisés à étudier les réseaux de désinformation sur son site avant que l'entreprise ne ferme les réseaux.

À la fin de son article, le NYT précise que [Graphika et DFRLab ont tous deux reçu un financement de Facebook](#).

Le 5 février dernier, Ben Nimmo annonçait son départ de Graphika pour rejoindre Facebook où il aiderait « à diriger la stratégie mondiale de renseignement sur les menaces contre les opérations d'influence ». Sans oublier, bien sûr, de faire « coucou » à sa collègue et collaboratrice, Camille François.



Cette nouvelle n'est pas passée inaperçue, bien au contraire. Sur The Grayzone, par exemple, [on pouvait lire un article](#) intitulé « *Facebook hires ex-NATO press officer and social media censor Ben Nimmo as intel strategist* » (Facebook embauche Ben Nimmo, ancien attaché de presse de l'OTAN et censeur des médias sociaux, en tant que stratège du renseignement), alors que [Mint Press News titrait](#) « *Facebook partners with Hawkish Atlantic Council, a NATO lobby group, to "protect democracy"* » (Facebook s'associe au belliciste Atlantic Council, un groupe de pression de l'OTAN, pour « protéger la démocratie »).

Passons maintenant à la seconde figure publique de Graphika qui se nomme Camille François. Diplômée de Sciences-Po et boursière Fulbright, elle a été membre de la « New America's Cybersecurity Initiative » (NACI), chercheuse principale chez Jigsaw, a dirigé des projets de recherche sur la cybersécurité et les droits de l'homme pour la « Defence Advanced Research Projects Agency », et a travaillé pour l'équipe « Market Insights » de Google ([consulter ce lien](#)).



La « New America's Cybersecurity Initiative » [est un organisme financé](#) (entre autres) par le Département d'état américain, la Knight Foundation, Open Society, Google, Microsoft, Apple et Facebook.

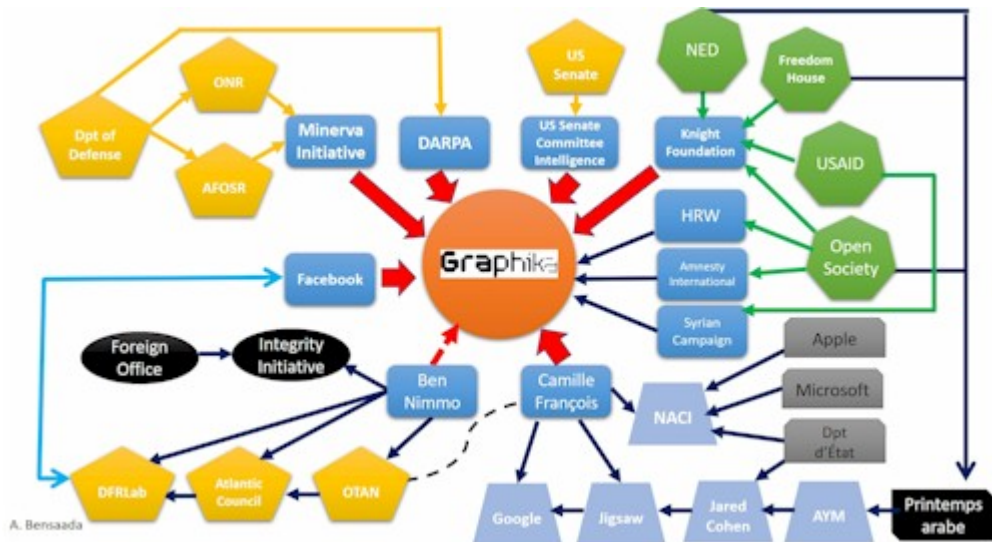
Jigsaw (anciennement Google Ideas) est un groupe de réflexion et un incubateur technologique au sein de Google/Alphabet dirigé par Jared Cohen. [Ce dernier a travaillé au Département d'État américain](#) comme membre du comité de planification des politiques du département d'État américain, puis a été très proche [conseiller des secrétaires d'État Condoleezza Rice et Hillary Clinton](#). C'est, par exemple, lui qui avait personnellement contacté le cofondateur et président de Twitter, Jack Dorsey, pour lui demander de [reporter les travaux de maintenance](#) des serveurs de Twitter afin de ne pas perturber les activités des cyberactivistes iraniens lors de leurs manifestations antigouvernementales en 2009.

Mais ce qui attire le plus l'attention, c'est son rôle dans la formation des cyberactivistes arabes en préparation du « printemps » arabe. En effet, Jared Cohen fut un des fondateurs de AYM « Alliance of Youth Movements » (rebaptisée Movements.org) qui se définit comme une organisation américaine à but non lucratif (d'après leur site) qui affiche clairement sa mission : i) identifier des cyberactivistes dans des régions d'intérêt ; ii) les mettre en contact entre eux, avec des experts et des membres de la société civile ; et iii) les soutenir en les formant, en les conseillant et en leur procurant une plateforme pour initier les contacts et les développer dans le temps (pour plus de détails, [consulter mon article sur le sujet](#)).

Comme expliqué précédemment, la « Defence Advanced Research Projects Agency » (DARPA) est l'agence du ministère de la Défense des États-Unis qui finance Graphika. Comme le monde est petit!

D'après [ce qui est mentionné sur son CV](#), Camille François a été aussi recrutée par Google, dans l'équipe de « Market Insights ». Directrice de recherche associée, elle s'est spécialisée dans la recherche en ligne sur les PME françaises et a géré les trackers de marque et de confidentialité de Google pour la perception parmi le public et les faiseurs d'opinion clés.

Pour boucler la boucle, Mme François s'est formée, en 2014, à l'École de l'OTAN d'Oberammergau (Allemagne) sur les « cyber-opérations » tel que précisé également sur son CV.



Organigramme des connexions de Graphika

Cliquez sur l'image pour agrandir

Graphika, la main dans le sac

La société Graphika a été impliquée dans de nombreuses controverses en relation avec i) le « repérage » d'un type particulier et ciblé de désinformation sur les médias sociaux et ii) son rôle de « chien truffier » dressé pour servir des commanditaires militaristes, atlantistes et occidentalistes.

Pour clarifier ce point, nous allons citer deux exemples pédagogiques.

1- L'affaire Jeremy Corbyn

La très large [élection de Jeremy Corbyn](#) à la tête du parti travailliste britannique avec près de 60% des voix en 2015 a été suivie par une campagne médiatique « mainstream » ayant pour but de diaboliser sa personne et de lui ôter toute légitimité politique de premier plan.

Tout d'abord, ses [positions pro-palestiniennes](#) lui ont valu des attaques du lobby sioniste pour des [allégations d'antisémitisme](#) après son succès électoral. Quelques années plus tard, à l'approche des élections législatives de 2019, [les accusations sont montées d'un cran](#), devenant plus incisives. Il n'était pas question qu'un [socialiste](#) « antisémite » soit logé au 10, Downing Street.

En plus de ces [accusations fallacieuses](#), une autre affaire a été planifiée pour porter le coup de grâce à la possibilité que Corbyn puisse, un jour, occuper le fauteuil de Premier ministre britannique : sa « collusion » avec la Russie. Cette accusation, mêlée avec ce « sport » occidental communément appelé « Russia Bashing », allaient être, ni plus ni moins, un coup de grâce à ce projet.

À ce sujet, les journalistes d'investigation [Ben Norton et Max Blumenthal écrivaient](#) le 8 décembre 2019:

« À quelques jours des élections nationales britanniques du 12 décembre, les agences de renseignement britanniques et les organisations soutenues par le gouvernement américain ont intensifié leurs attaques contre Corbyn, empruntant des tactiques à l'hystérie américaine du Russiagate et faisant de grands efforts pour le présenter – sans aucune preuve substantielle – comme une supposée marionnette de l'ignoble Kremlin ».

Le journaliste Matt Kennard a, quant à lui, publié [une enquête détaillée](#) au titre très explicite : « *Comment l'establishment militaire et du renseignement britannique s'efforce d'empêcher Jeremy Corbyn de devenir Premier ministre* ».

Il y mentionna que des responsables de l'armée et du renseignement britanniques ont été à l'origine d'au moins 34 reportages majeurs publiés dans les médias nationaux présentant Jeremy Corbyn comme un danger pour la sécurité britannique.

Le 27 novembre 2019, en pleine campagne électorale, l'équipe de Jeremy Corbyn présenta [un imposant dossier](#) traitant de négociations secrètes entre le gouvernement conservateur

de Boris Johnson et l'administration américaine dans le but de privatiser le National Health Service (NHS) britannique, démentant ainsi les promesses de son rival conservateur.

Moins d'une semaine plus tard, l'artillerie lourde fut sortie pour faire face à l'accusation.

Ben Wallace, le Secrétaire d'État à la Défense britannique, [déclara que](#) « *Jeremy Corbyn a joué le rôle d' »idiot utile* » pour le Kremlin en minant l'OTAN pendant des décennies et cela le rend inapte à être Premier ministre ».

Comme pour confirmer ses dires, le journal pro-conservateur [The Daily Telegraph titrait](#) à la Une « *Le dossier de Corbyn pointe du doigt les Russes* ».



[The Guardian](#) emboîta le pas en précisant que les documents de Corbyn ont été « *mis en ligne par des affiches utilisant des méthodes russes* ». D'autres médias comme [The Daily Beast](#), la [BBC](#) ou le [Washington Post](#) reprirent également la nouvelle.

Ce n'est pas le « clonage » de cette information qui attire l'attention mais le fait que tous les médias se sont basés sur une et une seule source : Graphika et son directeur des recherches, Ben Nimmo. Tiens donc!

Extrait de l'article du Guardian :

« *Ben Nimmo, le chef des enquêtes chez Graphika, a déclaré : « Ce que nous disons, c'est que les efforts initiaux pour amplifier la fuite du NHS ressemblent beaucoup aux techniques utilisées par Secondary Infektion dans le passé, une opération russe connue. Mais nous n'avons pas toutes les données qui nous permettent de prendre une décision finale dans cette affaire » ».*

Une accusation aussi grave, reprise par des médias lourds et influents, basée sur une seule source et...du vent.

Ce qui fit dire à Norton et Blumenthal :

« Pas un seul article couvrant l'histoire n'a pris la peine d'informer les lecteurs qui était Nimmo, ni n'a offert de détails sur les puissantes forces étatiques derrière Graphika ».

Et d'ajouter :

« En fait, Nimmo n'est pas un expert en données ou un journaliste, mais un ancien attaché de presse de l'OTAN qui a précédemment travaillé pour l'usine de propagande secrète « Integrity Initiative », qui était financée par le ministère britannique des Affaires étrangères et dédiée à engendrer des conflits avec la Russie ».

La suite de l'histoire vous la devinez certainement : Jeremy Corbyn a évidemment perdu les élections du 12 décembre 2019.

2- Le Russiagate

Le Russiagate est l'affaire politico-judiciaire qui a été invoquée pour qualifier les allégations d'ingérence de la Russie dans les élections présidentielles américaines de 2016. Un branle-bas de combat médiatique a été orchestré afin de démontrer que la défaite de Hillary Clinton n'était due qu'à une collusion entre l'équipe de Donald Trump et le Kremlin via une armée de trolls russes écumant les médias sociaux, en particulier Facebook et Twitter.

Comme on peut s'y attendre, la démonstration a été confiée à une équipe de l'Université d'Oxford et ...la société Graphika. Cette dernière était représentée par son fondateur, John Kelly, et Camille François.

[Le rapport](#), commandité en 2018 par l'«US Senate Select Committee on Intelligence » (SSCI) dont il a été question auparavant, confirme évidemment les allégations. On peut y lire :

« L'Agence russe de recherche Internet (IRA) a lancé une attaque prolongée contre les États-Unis en utilisant une propagande informatique pour désinformer et polariser les électeurs américains ».

« Les données sur l'IRA fournies au SSCI par les plateformes américaines de médias sociaux et Internet démontrent un effort soutenu pour manipuler le public américain et saper la démocratie. Avec des années d'expérience dans la manipulation de l'opinion publique en Russie, l'IRA a utilisé les principales plateformes de médias sociaux, notamment Facebook, Instagram et Twitter, pour cibler les électeurs américains et polariser les utilisateurs des médias sociaux américains ».

Une année plus tard, le rapport du procureur Robert Mueller, procureur spécial chargé d'enquêter sur les ingérences russes dans les élections présidentielles de 2016, était publié. [La principale conclusion](#) stipulait qu'il n'y a pas eu d'entente entre les membres de l'équipe de Trump et la Russie.

[Le Monde diplomatique](#) qualifia le Russiagate de « débâcle » et commenta le rapport ainsi :

« Les premiers éléments connus du Rapport Mueller représentent une défaite pour la fraction la plus modérée du parti démocrate, pour le parti de la guerre à la Russie, pour les médias. [...] Enfin, ce rapport constitue une gifle spectaculaire pour la quasi-totalité des grands médias américains qui, depuis deux ans, avaient fait du « Russiagate » leur

commerce à plein temps ».

Une gifle aussi à Graphika et ses « experts ».

La chasse aux sorcières s'est poursuivie jusqu'aux élections présidentielles américaines de 2020. Graphika produisit [un autre rapport](#) en septembre 2020 signé par, entre autres, Ben Nimmo et Camille François ciblant un site nommé PeaceData supposément financé par l'Agence russe de recherche Internet (IRA).

À ce sujet, [le New York Times](#) écrivit :

« Le groupe russe qui s'est immiscé dans l'élection présidentielle de 2016 est de retour, utilisant un réseau de faux comptes et un site Web conçu pour ressembler à un site d'information de gauche, ont déclaré mardi Facebook et Twitter. La campagne de désinformation menée par le groupe soutenu par le Kremlin, connu sous le nom d'Internet Research Agency, est la première preuve publique que l'agence essaie de répéter ses efforts d'il y a quatre ans et d'éloigner les électeurs du candidat démocrate à la présidentielle, Joseph R. Biden Jr., pour aider le président Trump ».

PeaceData [a vivement réagi](#) à ces accusations les qualifiant de calomnies et de mensonges.

En effet, [certains observateurs perspicaces](#) notèrent que, contrairement à ce qui était dit par Graphika et NYT, le site web PeaceData avait publié plusieurs articles critiquant durement Trump, dont un qui l'a qualifié de « instable et déséquilibré ». D'autre part, Graphika ne donna aucune preuve du financement du site par l'IRA dans son rapport.

Les comptes Facebook et Twitter de PeaceData ont évidemment été fermés [sur la base du rapport de Graphika](#) et de ses « experts », Ben Nimmo et Camille François.

Graphika et l'Algérie

Après avoir passé en revue l'imposant réseau de connexions politico-militaires dont dispose Graphika et ses « experts » ainsi que les « missions » de haut niveau dont ils ont été chargés, plusieurs questions viennent à l'esprit : Pourquoi l'Algérie? Pourquoi maintenant? Quel est le but recherché? Qui a commandé l'étude? Qui l'a financée? Et qui a collaboré avec eux pour leur fournir les détails nécessaires?

Tout d'abord, il faut reconnaître que si Graphika s'est intéressée à l'Algérie, c'est que ce pays représente un enjeu géostratégique important pour les États-Unis. Cela confirme ce qui a été avancé dans [mes nombreux articles](#) et mes [récents livres](#) sur le sujet.

Le timing est lui aussi important. En effet, comme le Hirak « frelaté » bat de l'aile, cette évidente ingérence dans la politique intérieure de l'Algérie cherche à créer une nouvelle agitation malsaine dans la vie politique du pays. En plus, il est quand même étrange que sa publication intervienne juste après [le scandale Pegasus](#) qui a ciblé l'Algérie. De victime, l'Algérie est présentée comme coupable par Graphika.

Pour tenter de répondre plus amplement aux questions, revenons au [rapport de Graphika](#) sur l'Algérie.

Le résumé du rapport donne le ton :

« Facebook a partagé un ensemble de comptes, de pages et de groupes avec Graphika pour une analyse plus approfondie avant de les supprimer de ses plateformes. Notre enquête a révélé un effort multiplateforme sur plusieurs années pour faire avancer les intérêts du président algérien Abdelmadjid Tebboune, depuis sa candidature à la présidentielle de 2019, jusqu'à un référendum constitutionnel l'année dernière et des élections législatives largement boycottées en juin. Cette activité s'est entrelacée avec une campagne soutenue de harcèlement et d'intimidation visant le mouvement de protestation du Hirak en Algérie, qui, au cours des deux dernières années, a rassemblé des milliers de personnes dans les rues du pays pour demander que l'élite dirigeante soit chassée et la fin de la corruption. Ces tentatives combinées pour manipuler, déformer et polariser la conversation politique en ligne en Algérie doivent être considérées dans le contexte de la répression signalée par le gouvernement contre les voix de l'opposition et de l'impact de la pandémie de Covid-19 qui a contraint de nombreux Algériens à déplacer leurs manifestations en ligne ».

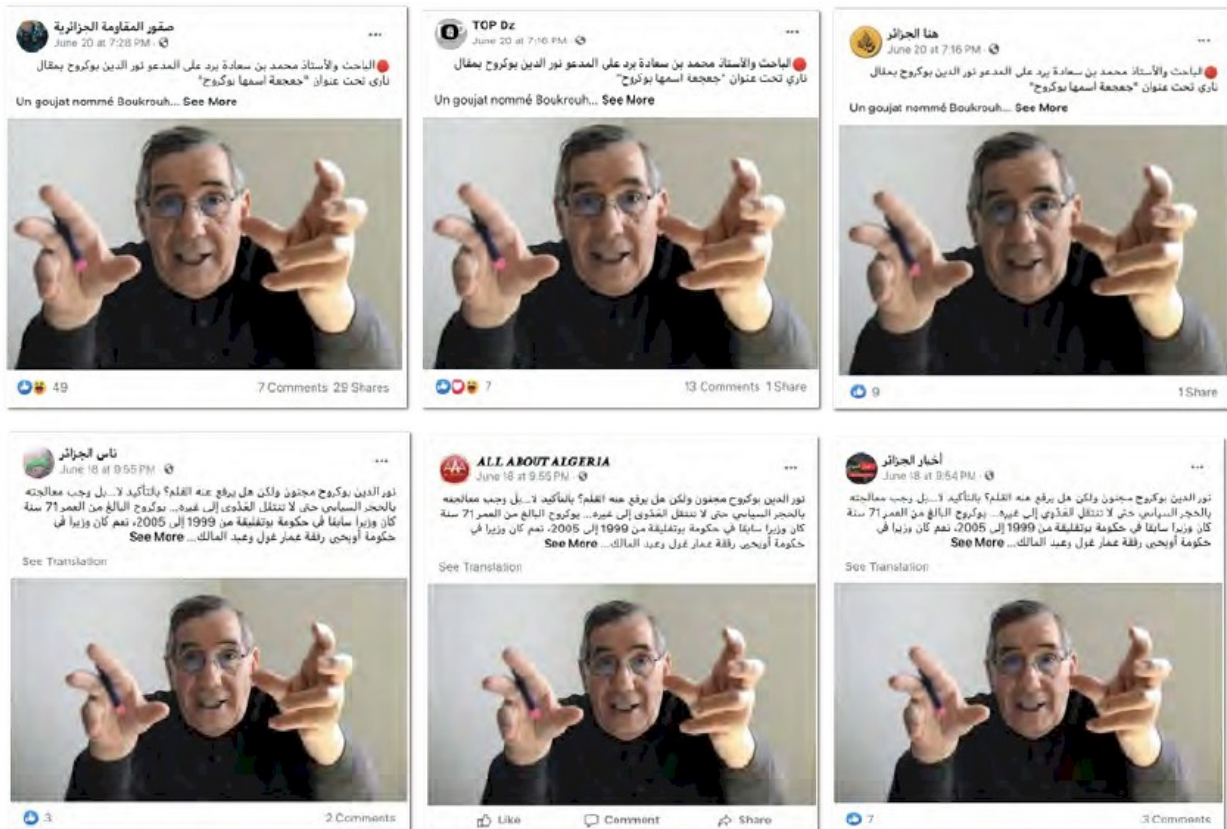
On en tire les conclusions suivantes :

- Comme expliqué précédemment, Facebook travaille avec Graphika;
- Les sites jugés « indésirables » sont supprimés sur recommandation de Graphika;
- Graphika fait de la politique et non de l'analyse de réseaux;
- La démarche constitutionnelle adoptée par l'État algérien pour sortir de l'impasse ne plait pas à Graphika;
- Graphika supporte la politique du « Yetnahaw Gaa » prônée en particulier par les ONGistes (formés et financés par les organismes américains d'« exportation » de la démocratie), les islamawistes « offshore » et les makistes séparatistes;
- Graphika se positionne contre les institutions de l'État algérien et soutient les groupes cités précédemment, dont deux sont considérés comme des organisations terroristes;
- L'État algérien manipule l'information, mais aucun mot sur l'incommensurable manipulation des trois groupes cités;
- Facebook (et les autres médias sociaux) autorise (encourage?) les manifestations en ligne pour ceux qui militent pour la phase de transition, mais ferme les comptes de ceux qui soutiennent la démarche constitutionnelle.

Passons maintenant à ce que Graphika appelle des preuves à ses allégations. Le rapport commence avec un article concernant Nouredine Boukrouh qui est commenté comme suit :

« Dans l'ensemble, les comptes et les pages identifiés par Facebook ont montré des signes clairs de coordination, ainsi que l'utilisation de fausses identités et d'autres pratiques trompeuses pour induire les utilisateurs en erreur. Dans une illustration particulièrement frappante en juin de cette année, 42 des pages identifiées ont publié la même photo avec des légendes identiques attaquant des opposants au gouvernement algérien. Beaucoup de ces pages se sont présentées comme des groupes pro-démocratie ou des médias indépendants »

Quel niveau d'analyse! Hercule Poirot en aurait perdu sa moustache!



Screenshots showing the coordinated posting of an attack depicting opposition figure Nouredine Boukrouh as "crazy" shortly after he criticized Tebboune.

Mensonge et inversion des rôles:

1- Graphika prétend que Nouredine Boukrouh a été qualifié de « fou » alors que c'est lui qui a traité le Président de la république algérienne de la sorte.

2- En plus, Graphika affirme qu'il s'agit d'une « attaque coordonnée contre un opposant » alors qu'il s'agit d'un de mes articles, publié sur mon site, en réponse au sien.

Il s'avère qu'il s'agit de MON article intitulé « Un goujat nommé Boukrouh » qui a été [publié sur mon site](#) avec la même photo, mais qui a aussi été repris par d'autres sites ([site 1](#), [site 2](#), [site 3](#), etc.). Il est donc normal que des pages Facebook le reprennent comme c'est le cas de tous mes articles. [Mon récent poème](#) en hommage à Djamel Bensmaïl, par exemple, a été repris intégralement par des dizaines de pages. Où est le problème? Les réseaux sociaux ne servent-ils pas à cela? Ou alors c'est halal pour certains et haram pour d'autres?

Au-delà de cet aspect, ce qui attire l'attention, c'est la légende :

« Captures d'écran montrant la publication coordonnée d'une attaque décrivant la figure de l'opposition Nouredine Boukrouh comme « folle » peu de temps après avoir critiqué Tebboune ».

Il s'agit d'un pur mensonge! C'est M. Boukrouh qui a traité le président Abdelmadjid Tebboune de fou dans [un post sur Facebook](#)! En toute lettre dans le titre!

Question pour Graphika et Facebook : accuser fallacieusement un président en exercice de

folie ne mérite pas la fermeture du compte de M. le « sain d'esprit »?

En plus de l'institution présidentielle, c'est l'institution militaire algérienne qui a été dénigrée, comme si ces mêmes institutions, aux États-Unis ou en Occident n'avaient pas le droit de s'exprimer sur l'état de la Nation. Comme tous les pays du monde, l'Algérie a ses institutions étatiques et s'exprime dans les médias qu'elles jugent adéquat à son message.

Aussi bizarre que cela puisse paraître, le rapport de Graphika critique le droit à l'institution militaire de faire des reportages sur les « fake news » et de dénoncer les agissements de certains groupes qui menacent la sécurité et la souveraineté de l'Algérie.

Le rapport cite nommément « Karim Tabbou » (cité 3 fois), « Amir DZ » (cité 4 fois), « Rachad » (cité 4 fois), « Mohamed Larbi Zitout » (cité 5 fois) et Mourad Dhina.

« Les cibles clés depuis 2019 comprenaient : Karim Tabou - une figure de l'opposition qui a été arrêtée par la police algérienne en 2020 et 2021 ; Amir Boukhors (« Amir DZ »), un dissident anti-régime en France ; et deux co-fondateurs du groupe politique « Rachad » - Mohamed Larbi Zitout, qui vit en exil à Londres, et Mourad Dhina, qui vit en Suisse. En mars 2021, un tribunal algérien aurait émis des mandats d'arrêt contre Boukhors et Zitout pour « terrorisme » ».

Les « ténors autoproclamés du Hirak », en l'occurrence Mostefa Bouchachi, Zoubida Assoul et Karim Tabbou, sont aussi présentés comme des « critiques du régime algérien ».

Comme par hasard, toutes les personnes citées, sans aucune exception, collaborent ensemble tel qu'expliqué dans [mon livre sur le Hirak](#) et sont, bien évidemment, toutes pour la phase de transition.

Décidément, la vision de Graphika (et de ses commanditaires) est dichotomique : il y a des bons et des mauvais. Les bons sont ceux qu'elle nomme « les figures de l'opposition » et les mauvais sont les institutions étatiques, présidentielle et militaire.

Par contre, aucun mot n'est prononcé sur le nombre incalculable de comptes Facebook qui sont, directement ou indirectement, liés à ces « figures » et qui, nuit et jour, dénigrent ces mêmes institutions.

Pour plus de détails et pour comprendre le rôle de ces groupes qui ont surfé sur le Hirak algérien, le lecteur est invité à consulter [mon interview sur le sujet](#).

Il faut dire que certains passages du rapport Graphika frôlent la dérision. Jugez-en.

« Les pages et les comptes du réseau ont constamment fait l'éloge de l'Armée nationale populaire algérienne (الجزائر الشعبية الجزائرية). Le réseau a amplifié des images d'exercices d'entraînement et d'autres événements, ainsi que des memes et des dessins animés pro-militaires, présentant tous l'armée algérienne comme des protecteurs forts et bien équipés du peuple algérien ».

Est-il donc interdit de faire l'éloge de l'armée de son pays? N'en déplaise à Graphika, l'institution militaire protège non seulement le peuple algérien, mais aussi l'intégrité et la souveraineté de son pays.

Encore une ineptie racontée dans le rapport : Graphika reproche à certaines pages d'avoir

fait la promotion des élections législatives du 12 juin 2021. Mais qu'y a-t-il de mal à vouloir encourager les citoyens à accomplir leur devoir électoral? Pourquoi alors n'avoir rien dit sur ces « grands démocrates », vulgaires factotums de ces « figures de l'opposition » qui, à l'étranger, empêchaient violemment les personnes de voter? Il est clair que les informateurs « autochtones » ne leur ont pas raconté toute l'histoire aux « experts » de Graphika. Ou alors est-ce cette dernière qui a filtré les informations pour diaboliser les institutions étatiques algériennes et sanctifier cette « opposition » qui travaille à la destruction du pays avec la bénédiction de l'Oncle Sam et de l'OTAN?

Il faut le dire clairement : un travail scientifique crédible doit nécessairement analyser les activités des deux protagonistes et non faire preuve de cécité sélective en faveur de celui qu'on veut soutenir. Le rapport de Graphika montre une faiblesse méthodologique si flagrante que son soi-disant travail « scientifique » n'est en réalité que de la propagande pour un camp choisi, le même qui a été sélectionné par les organismes américains d'« exportation » de la démocratie dans le but de réaliser un « regime change » en Algérie par le biais du *soft power*.

Graphika ne s'arrête pas là. Elle va jusqu'à consacrer une section sur le Maroc et la France intitulée « *Maroc malveillant, France traîtresse* ».

Elle y prétend que les médias de ces deux pays sont des bisounours et que l'Algérie les calomnie. Alors qu'elle attaque les chaînes de télévision étatiques algériennes, Graphika présente France 24 comme une chaîne inoffensive, ne précisant pas qu'il s'agit d'une des chaînes étatiques françaises qui travaille directement avec le Quai d'Orsay et dont le rôle dans le Hirak a été très partial (pour ne pas dire hostile à l'Algérie) comme expliqué dans [un de mes articles](#) publié en 2019. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que son accréditation en Algérie [lui a été retirée](#) en juin 2021.

Quant au Maroc, son action belliqueuse et agressive sur les réseaux sociaux contre l'Algérie est passée, elle aussi, sous silence. Il faudrait peut-être rappeler à Graphika [l'affaire Pegasus](#) dont elle n'a, bien sûr, pas soufflé mot. Le Maroc n'a-t-il pas espionné 6000 personnes en Algérie, ou est-ce encore une « fake News » des institutions présidentielle ou militaire?

Il fallait s'y attendre. Mohamed Larbi Zitout, un des membres du mouvement Rachad cité dans le rapport Graphika, en a fait ses choux gras dans une de ses [interminables logorrhées](#) cyberspatiales.

Ce qui répond tout naturellement à l'importante question : *Cui Bono?*

Conclusion

Cette étude nous permet de tirer les conclusions suivantes :

- La société Graphika est financée par des entités directement ou indirectement reliées à l'administration américaine, à l'administration britannique, à l'OTAN et à des organismes américains d'« exportation » de la démocratie;
- La société Graphika ne fait pas d'études pour informer les citoyens. Elle ne s'intéresse qu'aux médias sociaux de pays ciblés par les États-Unis ou par certains pays membres de l'OTAN comme la Grande-Bretagne;
- Ces dernières années, les principaux pays ciblés par les études de la société Graphika sont la Russie, la Chine et l'Iran.

- Les études sur la Russie sont très nombreuses et très agressives, ce qui confirme l'influence de l'Atlantic Council, le think tank non officiel de l'OTAN;
- La société Graphika possède des relations avec certains géants du Web, soit directement, soit à travers ses « experts »;
- La société Graphika collabore directement avec Facebook et lui fournit la liste des pages à supprimer;
- Ce faisant, Facebook n'est pas indépendante, mais se comporte comme une entreprise impliquée dans la mise en œuvre de la politique étrangère étasunienne et de l'OTAN (Ceci n'est pas nouveau : la collusion entre certains géants du Web et l'administration américaine a été longuement discutée dans mon livre « [Arabesque\\$](#) » et certains de [mes articles](#));
- La société Graphika n'a pas étudié les médias sociaux algériens fortuitement. Le timing, le parti pris et les attaques frontales contre les institutions fondamentales de l'État algérien indiquent que cette étude a été commanditée par des groupes ou des états qui favorisent un « regime change » en Algérie et qui y travaillent;
- Ce dernier point est évident à la lecture du rapport qui présente négativement les institutions étatiques algériennes et positivement ce qu'il appelle « les figures de l'opposition »;
- Aucune étude n'a par contre été réalisée sur l'utilisation des médias sociaux par « les figures de l'opposition », ce qui enlève toute scientificité au rapport et en fait, par voie de conséquence, un pur outil de propagande contre l'Algérie;
- Les relations entre certaines « figures de l'opposition » et l'administration américaine (explicitées dans [mon livre sur la question](#)) ayant été complètement occultées dans le rapport, on en déduit que Graphika joue un rôle analogue et complémentaire aux organismes américains d'« exportation » de la démocratie;
- Ces trois derniers points indiquent que Graphika, ainsi que les diverses institutions (étatiques ou non) avec lesquelles elle collabore, supportent et soutiennent activement « les figures de l'opposition » contre l'État algérien;
- Tout cela nous amène à conclure que Graphika est un outil de plus dans l'arsenal du *soft power* américain, spécialisé dans un nouveau « champ de bataille » qui n'est autre que le monde virtuel des médias sociaux.
- Les actions menées de manière agressive par [les organismes américains d'« exportation » de la démocratie](#), combinées à celles des [ONG droitdelhommistes](#) ainsi que les attaques de la société Graphika montrent, de manière non équivoque, que l'Algérie est actuellement sous le feu nourri d'une guerre de quatrième génération.

Ahmed Bensaada

La source originale de cet article est [ahmedbensaada.com](#)
 Copyright © [Ahmed Bensaada](#), [ahmedbensaada.com](#), 2021

A propos :

Ahmed Bensaada est docteur en physique, enseignant, auteur et essayiste. Il est l'auteur de "Arabesque américaine : le rôle des États-Unis dans les révoltes de la rue arabe" (2011), premier livre publié sur le "printemps" arabe . Il est aussi coauteur de "La face cachée des révolutions arabes" (2012) et "Le développement économique de l'Algérie: expériences et perspectives" (2011). Ahmed Bensaada est aussi auteur de nombreux ouvrages pédagogiques pour l'enseignement des sciences. Il est lauréat, entre autres, du prix du Premier Ministre du Canada pour l'excellence dans l'enseignement. Contact: www.ahmedbensaada.com

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca